

Sommaire

Société

1000 femmes dépistées

Fraternité Matin - mercredi 06 novembre 2019

«Soyons tous mobilisées, autour du Président Ouattara...»

Le Mandat - mardi 05 novembre 2019

Politique

Daniel Kablan Duncan : « Notre défi, offrir à chaque enfant le meilleur départ dans la vie »

Fraternité Matin - mercredi 06 novembre 2019

Sidi Tiémoko Touré : “ Les populations commencent à sentir les effets des actions engagées ”

Fraternité Matin - mercredi 06 novembre 2019

Comment et pourquoi le vide se fait autour de Guillaume Soro

Le Patriote - mercredi 06 novembre 2019

Ouattara vire plusieurs proches de Bédié et Soro

Soir Info - mercredi 06 novembre 2019

Des secrets sur le transfèrement de Mangoua Jacques à Abidjan

Soir Info - mercredi 06 novembre 2019



Toumodi / Lutte contre le cancer du sein

1000 femmes dépistées



N'DRI CÉLESTIN

Selon la ministre Raymonde Goudou Coffie, cette opération s'inscrit dans la politique sociale du gouvernement.
(PH: DR)

Une campagne de dépistage gratuit du cancer du sein a été organisée à l'intention des femmes du département.

Grâce à la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Raymonde GoudouCoffie, près de 1000 femmes issues du monde rural, dans le département de Toumodi, ont été dépistées gratuitement le 31 octobre, du cancer du sein. Cette opération qui a eu lieu au foyer Allah Thérèse s'inscrit, selon elle, dans la mise en œuvre sur le terrain de la politique sociale du gouvernement dans son volet santé. Ces femmes venues des 4 départements qui composent la région du Bélier sont, en majorité, membres des associations et coopératives agricoles féminines, notamment la coopérative "Les moissonneuses". Raymonde Goudou-Coffie, par ailleurs coordonnatrice régionale du Rhdp de la région du Bélier, a expliqué que « ce dépistage gratuit vise à améliorer les conditions de vie de la femme rurale. La faiblesse de leurs revenus et le poids des multiples travaux domestiques et champêtres ne leur permettent pas de prendre véritablement soin de leur santé.» Pour réduire la pénibilité du travail chez ces femmes qui s'adonnent, pour la plupart, à la préparation de l'attiéké dans leurs différentes coopératives de production et de transformation des cultures vivrières, la ministre leur a offert un lot de matériel estimé à plus de 5 millions de F Cfa. Cette séance de dépistage a donné l'occasion au Dr Jean-Eude N'Baïman, enseignant en Oncologie à l'Université Félix HouphouëtBoigny de Cocody, d'animer une conférence publique sur les comportements à risque des cancers du sein et du col de l'utérus qui font des ravages en Côte d'Ivoire. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, il a révélé que chaque année, ce sont plus de 2000 femmes qui contractent cette maladie. Cependant, le dépistage précoce permet une prise en charge rapide et favorise la guérison



Le mois "rose", ou le mois d'octobre, réservé au dépistage du cancer de sein et du col de l'utérus, a pris fin jeudi dernier. A cette occasion, plusieurs centaines de femmes du monde rural, ont été consultées à travers des camions d'unités mobiles.

«Soyons tous mobilisées, autour du Président Ouattara...»



La gent féminine a été honorée et magnifiée le jeudi 31 octobre dernier à Toumodi. (Photo : DR)

Le mois "rose", ou le mois d'octobre, réservé au dépistage du cancer de sein et du col de l'utérus, a pris fin jeudi dernier. A cette occasion, plusieurs centaines de femmes du monde rural, ont été consultées à travers des camions d'unités mobiles. Une initiative de la ministre Raymonde Goudou, fille de la région.

« Dépistage du cancer de sein et célébration de la femme en milieu rural », tel est le thème qui a présidé aux journées de retrouvailles initiées par la ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou Coffie, à Toumodi. La gente féminine, a été honorée et magnifiée le jeudi 31 octobre dernier, sur l'esplanade de la mairie. Au cours de cette cérémonie d'hommage à la femme en milieu rural, un message de cohésion, d'union et de paix a été lancé par la ministre de la Modernisation : « Aujourd'hui est un grand jour pour nous les femmes. Nous, qui donnons la vie, nous avons besoin d'être en bonne santé. Et notre rassemblement du jour, va porter sur un volet extrêmement important dans le domaine de la santé. C'est la lutte contre le cancer de sein et du col de l'utérus. Du 1er octobre au 31 octobre de chaque année est un mois réservé au dépistage du cancer de sein, c'est ce qu'on appelle le mois "rose". C'est aussi à un double sens que nous sommes là aujourd'hui. Chaque 15 octobre, la communauté internationale dédie cette journée à la femme rurale », a-t-elle confié. Et de faire par la suite, cette adresse à l'endroit des braves et dynamiques mères venues nombreuses : « Nous les femmes, on ne doit pas être

ailleurs. Et n'acceptons pas que le pays tangué, parce que, il ya des gens qu'ine sont pas contents. Ensemble, nous vaincrons et ensemble nous gagnerons. Femmes, soyons des ambassadrices de la paix. A Toumodi, il ya la paix, il ya aussi la cohésion. Soyons tous mobilisées autour du président Alassane Ouattara pour bâtir une Côte d'Ivoire prospère», a-t-elle exhorté. Abordant le volet santé, l'oratrice du jour a levé le mythe autour de ladite maladie : « Parlant du cancer du sein, quand il est vite détecté, on n'en meurt pas. C'est pourquoi, après diagnostic, celles chez qui on trouvera une masse, je vais m'en occuper pour la prise en charge. Le taux du cancer de sein, doit baisser considérablement ici à Toumodi. A savoir l'ancienne ministre de la Santé, Dr Jean Eude M'Baiman, en service au centre d'oncologie et radiothérapie de l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, a expliqué par la suite aux femmes des différentes coopératives de Toumodi (venues se faire dépister) que, chaque année, deux mille nouveaux (2000) cas sont détectés en Côte d'Ivoire.



6e rassemblement mondial sur la nutrition au Népal / Le vice-Président a annoncé le lancement, le 14 novembre à Abidjan, d'un Plan national multisectoriel de l'allaitement 2019-2021 visant à faire passer le taux de l'allaitement de 23,5% à 50%.

Daniel Kablan Duncan : « Notre défi, offrir à chaque enfant le meilleur départ dans la vie »



Le vice-Président de la république a animé, dans la matinée d'hier, deux panels et une conférence de presse. Un programme aussi chargé qui illustre que la Côte d'Ivoire est très sollicitée à Katmandou. L'objectif de ces interventions : expliquer la politique ivoirienne de lutte contre la faim et la malnutrition et révéler ce qu'Abidjan compte faire pour les prochaines années. Les participants au sixième rassemblement mondial du mouvement Sun qui se tient dans la capitale népalaise l'attendaient. Daniel Kablan Duncan a expliqué, pour le second volet du thème inscrit, l'objectif que le Président de la république a assigné au gouvernement. « Notre défi, sur la base d'une volonté politique affirmée au plus haut niveau, est d'offrir à chaque enfant le meilleur départ dans la vie et l'espoir de croire en un lendemain meilleur. Il s'agit surtout de leur donner l'occasion de réaliser leur plein potentiel en passant de l'enfance à un âge adulte productif, capable, par le fruit de leur labeur, de soutenir la croissance et le développement du pays. » La Côte d'Ivoire, qui a adhéré au mouvement Sun en 2013, est aujourd'hui membre influent du Groupe principal, l'organe décisionnel de la structure créée par le secrétaire général de l'Onu. « En outre, par anticipation aux engagements de Tokyo de 2020, je réaffirme une fois de

plus l'engagement des autorités ivoiriennes à accélérer la réalisation des objectifs de la Décennie d'action des Nations unies pour la nutrition et des Objectifs de développement durable», a soutenu Daniel Kablan Duncan. Plus concrètement, le Vice-Président a révélé à son auditoire que son pays lancera le 14 novembre prochain une politique nationale pour le développement de la Petite enfance ainsi que le Plan national multisectoriel de l'allaitement 2019-2020. L'objectif visé : faire passer le taux de l'allaitement de 23,5% à 50%. Le lancement sera suivi d'une vaste campagne médiatique et d'une caravane nationale pour la promotion de l'allaitement et la stimulation précoce. Pour être en phase avec le mouvement Sun qui veut qu'au cours des 1000 premiers jours de sa vie, un enfant ait une nutrition parfaite. C'est avec célérité que ce Plan national multisectoriel de l'allaitement va être déployé. Il y aura la campagne régionale sur « l'allaitement sans eau », l'organisation d'un dialogue régional avec les parlementaires (du 12 au 13 novembre) et un atelier régional technique (du 13 au 15 novembre) pour la mise en place des systèmes de santé sensibles à l'allaitement. « Le pays s'engage également, dans le cadre du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition pour l'Afrique (Cerfam), à promouvoir la synergie d'actions entre toutes les parties prenantes et à susciter, dans un premier temps, et ce d'ici fin 2020, l'adhésion des Etats de l'Afrique de l'Ouest. » Daniel Kablan Duncan a aussi réaffirmé l'engagement de la Côte d'Ivoire à éliminer la carence en iode. Et « sa détermination à placer l'allaitement au cœur de ses stratégies de lutte contre la malnutrition. Ainsi, le pays projette de rehausser le taux de l'allaitement à 70% d'ici 2025. » Au chapitre des méthodes de la Côte d'Ivoire, comme action de lutte contre la faim et la malnutrition, le vice-Président a évoqué le Ps-Gouv. « Dans l'optique d'une meilleure répartition des fruits de la croissance économique, le gouvernement a adopté un Programme social couvrant la période 2019-2020. La lutte contre la faim et la malnutrition constitue une dimension importante de ce programme social. » Ces résultats, la Côte d'Ivoire ne les a pas obtenus seule. Aussi, le vice-Président a salué la bienveillance des partenaires techniques et financiers ainsi que des donateurs. Notamment le système des Nations Unies, la Bad, la Banque mondiale, l'Union

européenne, la France et le Japon

BLEDSON MATHIEU



Bilan trimestriel du programme social du gouvernement / Le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, a animé le 4 novembre une conférence de presse bilan, à son cabinet sis au Plateau, Immeuble Sciam. Nous vous proposons l'intégralité de son propos liminaire.

Sidi Tiémoko Touré : " Les populations commencent à sentir les effets des actions engagées "

Bilan trimestriel du Programme social du gouvernement
Sidi Touré : " Les populations commencent à sentir les effets des actions engagées "

Mesdames, Messieurs, les représentants des Ministères, Mesdames, Messieurs les membres du Cabinet, Chers journalistes, Bienvenue au Ministère de la Communication et des Médias pour la seconde conférence de presse dédiée au Programme Social du Gouvernement ; Cet exercice, que nous souhaitons régulier, s'inscrit, après celui du 02 août dernier, dans la démarche d'information des populations ivoiriennes sur l'action du Gouvernement de son Excellence Monsieur le Premier Ministre Amadou GON COULIBALY. Le Président de la République, SEM Alassane OUATTARA a instruit le gouvernement de mener les actions de référence visant à permettre aux populations ivoiriennes, notamment les plus vulnérables, de voir leurs conditions de vie nettement améliorées. Il s'agit, vous l'aurez compris, d'amplifier et d'accélérer le rythme des réformes et des progrès réalisés depuis 2012, en vue de réduire le taux de pauvreté et les inégalités en Côte d'Ivoire. Pour mémoire, le Programme Social du Gouvernement comprend 156 actions dont 67 projets majeurs, 57 réformes et 32 mesures d'accompagnement de l'action sociale. Il repose sur 5 axes stratégiques : Fournir aux populations des services de santé de proximité, une alimentation et une nutrition saines et améliorer la protection sociale ; Renforcer les conditions d'accès et de maintien à l'école des enfants de 6 à 16 ans et améliorer les conditions d'études et de vie des étudiants, avec un accent sur le maintien de la jeune fille à l'école ; Favoriser l'accès des populations aux services essentiels, logements, énergie, transport, eau potable et aux biens et services de grande consommation à un coût abordable, ainsi qu'à un cadre de vie adéquat ; Améliorer l'employabilité et l'accès à un emploi décent et stable des jeunes et des femmes ; Créer les conditions d'amélioration du bien-être des populations en milieu rural et assurer la sécurité alimentaire. Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, nous partagerons avec vous la synthèse de l'état d'exécution du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) au 30 septembre 2019. Nous vous présenterons donc succinctement les projets phares du PSGouv et autres activités à impact social ainsi que leur état d'avancement. Démarrons par le **volet Education**, Nous avons évoqué le recrutement de 10 300 enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire ainsi que l'acquisition et la distribution de 500 000 tables bancs à raison de 250 000 en 2019 et 250 000 en 2020. Après le **recrutement effectif des 10 300 enseignants** du préscolaire, du primaire et du secondaire dont nous faisons état en août dernier, 5 300 enseignants du primaire et 75% des 5000 enseignants du secondaire ont été formés. Les 25% restant le seront d'ici mi-décembre 2019 ; les affectations des enseignants, en cours, sont conformes à l'engagement pris pour leur disponibilité à la rentrée académique. Concernant l'acquisition et la distribution de tables bancs, 108 000 tables-bancs sont désormais disponibles (contre 40 000 lors du dernier bilan), et les commandes ont été passées auprès de 14 PME locales pour une livraison de la totalité des 250 000 tables-bancs d'ici décembre 2019.

Sur le volet Santé,

La **phase active de la CMU** est effective depuis juillet 2019 avec le démarrage des prélèvements à la source. Les prestations, vous le savez, ont démarré le 1er octobre 2019.

2 millions 979 mille 469 personnes sont ciblées et 1 million 232 mille 192 cartes ont été produites (658 137 distribuées). J'insisterai particulièrement sur le fait que des dispositions sont prises pour que toutes les personnes prélevées puissent bénéficier des prestations de la CMU, même si elles ne sont pas encore détentrices de la carte. Par ailleurs, 77 des 86 Etablissement Sanitaires de Premier Contact (ESPC) sont entièrement réhabilités. Leur équipement est en cours de finalisation pour une opérationnalisation prochaine.

Au titre du Programme Elargi de Vaccination,



Le Programme Elargi de Vaccination continue de voir ses moyens renforcés, avec l'acquisition de dispositifs logistiques et sanitaires. A fin septembre 2019, le PEV a acquis 311 réfrigérateurs et 100 motos pour renforcer ses capacités opérationnelles. Relativement aux activités de vaccination : 617 mille 922 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés dans le cadre de la couverture vaccinale au titre de la 3ème dose du vaccin pentavalent (Penta3), avec un taux de couverture de 92% ; 628 mille 287 enfants ont été vaccinés dans le cadre de la couverture vaccinale contre la rougeole, avec un taux de 92%. Il demeure également important de rappeler que la vaccination des nourrissons et des femmes enceintes est désormais obligatoire. Je précise que les campagnes de vaccinations sont gratuites et que les vaccins obligatoires sont tous disponibles dans les sites idoines.

Au titre de la Gratuité ciblée,

la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique a mis à disposition des hôpitaux : 331 mille 575 kits d'accouchement ; 65 mille 592 divers produits, dont 24 mille 835 kits de césarienne ; Rappelons que 123 mille 552 cas de paludisme grave ont été diagnostiqués parmi lesquels 44 mille 161 enfants de 0 à 5 ans. Pour la prise en charge de cette maladie, 717 mille 513 produits ont été distribués gratuitement dans les établissements sanitaires à fin septembre.

Mesdames, Messieurs, La volonté du Président de la République est d'intensifier l'action sociale, au bénéfice des populations.

À travers des mesures fortes relatives aux services essentiels, le Gouvernement entend répondre aux attentes des Ivoiriens, notamment en luttant contre la pauvreté et en améliorant significativement leur pouvoir d'achat. Ainsi,

Au titre de l'accès à l'électricité 974 mille 139 clients bénéficient désormais du tarif social. Ce sont près de 44 mille bénéficiaires de plus qu'en juin dernier qui, cumulativement, économisent 2,6 milliards FCFA sur leurs dépenses d'électricité. Pour rappel, ce sont 850 mille

personnes qui avaient initialement été ciblées.

S'agissant de l'électrification rurale (PRONER),

1838 localités de plus de 500 habitants doivent être connectées au réseau électrique à échéance. À fin septembre, 397 localités ont été électrifiées contre 169 en fin juin ; le processus de passation des marchés est terminé pour 1 236 localités. La passation des marchés pour les 602 localités restantes est en cours ; Enfin, 121 mille 017 ménages, sur un objectif annuel de 200 mille 382, jouissent, au 30 septembre 2019, du Programme Electricité Pour Tous (PEPT), dont 29 mille 204 (24%) en zones rurales et 91 mille 813 (76%) en zones urbaines. Le plan prévoit 106 044 branchements pour le dernier trimestre 2019. Pour mémoire, 92 mille 557 branchements avaient été effectués fin juin 2019 soit une progression de 30%.

Au titre de l'entretien routier

Le programme a pour objectif le reprofilage de 120.000 km de routes et de pistes rurales sur la période 2019-2020. En 2019, sur les 40 000 km à traiter, 17 464 km de linéaires soit 917 itinéraires sont achevés. Ce sont 1 593 km qui ont été finalisés depuis le dernier bilan. Le processus de passation des marchés suit son cours en vue de déterminer les attributaires et démarrer la phase opérationnelle du second volet.

Relativement au programme des logements sociaux

L'objectif pour l'année 2019 est de finaliser les travaux des sites de Bingerville et de Yopougon (Cité ADO). Les conditions d'habitabilité sont réunies dans les deux localités. 90 logements sont disponibles dans la première cité (accès à l'électricité et à l'eau potable, évacuation et traitement des eaux usées) tandis que 468 le sont à Yopougon. Des travaux résiduels sont en cours et visent à accroître les capacités des infrastructures existantes ou à finaliser le rafraîchissement de certains bâtiments de la Cité ADO.

Pour le renforcement du programme d'accès à l'eau potable

L'engagement du PSGouv consiste à garantir le fonctionnement continu d'environ 21 mille pompes à motricité humaine sur toute l'étendue du territoire national. A fin septembre, 11 mille 927 localités ont été visitées. 20 mille 276 pompes ont été dénombrées dont 9 mille 084 (44,8%) en panne et 6 mille 934 (34,1%) en mauvais état ; 618 d'entre elles ont déjà été réparées. Les dispositions opérationnelles et financières sont prises pour faire face à l'accélération des activités de réparation des pompes au cours du dernier trimestre de l'année 2019.

Enfin, au titre du programme des filets sociaux

Le programme des filets sociaux est passé de 35 mille ménages en 2018 à 50 mille au premier trimestre 2019. Il est envisagé de prendre en compte 55 mille ménages supplémentaires en milieu rural et 20 mille ménages en milieu périurbain, dans le cadre d'un financement additionnel de la Banque Mondiale. De même, la mobilisation d'un financement additionnel de 14 milliards auprès de la Banque Africaine de Développement à fin 2019 devrait permettre de prendre en compte 25 mille bénéficiaires supplémentaires au premier semestre 2020, portant ainsi le nombre total de bénéficiaires à 150 mille.

Ainsi, fin septembre 2019, nous confirmons : la signature de l'accord de financement additionnel de 58,5 milliards de FCFA et sa mise en vigueur prochaine ; le paiement de l'allocation du 3ème trimestre aux 50 000 bénéficiaires actuels ; l'identification, en cours, de 50 000 nouveaux ménages bénéficiaires dans 609 villages sélectionnés dans 21 régions ; ET la création du registre social unique des ménages pauvres et vulnérables (RSU), système d'information et de gestion de données ayant pour objectif d'améliorer la coordination, l'efficacité et l'efficience des programmes de protection sociale et de lutte contre la pauvreté des ménages cibles sur l'ensemble du territoire national. Pour mémoire, les familles bénéficiaires reçoivent une allocation de 36 000 FCFA / trimestre soit 144 000 FCFA par an.

Mesdames et messieurs, chers invités, Pour une pleine participation des jeunes et de la femme à la vie de la nation, l'Etat de Côte d'Ivoire mène une politique visant à lever toutes les barrières structurelles ou conjoncturelles qui freinent leur autonomisation.

Ainsi, sur le volet Emploi, Le Programme Social du Gouvernement ambitionne d'insérer 500 000 jeunes sur le marché du travail et de l'auto-emploi. Aussi, à fin septembre, 5 600 jeunes ont bénéficié de formation pour la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) ou de Micro et Petites Entreprises (MPE) ; 23 mille 582 jeunes ont bénéficié de financement, après formation, profilage et/ou étude de dossiers ; 162 mille 112 opportunités d'insertion ont été identifiées pour accompagner les jeunes dans le cadre de l'insertion à travers la création et la gestion de Petites et Moyenne Entreprises ou d'opportunités dans le cadre d'Activités Génératrices de Revenus. 1 026 jeunes ont été placés en apprentissage en milieu rural dans le cadre du Projet emploi Jeune Et Développement des Compétences (PEJEDEC) ; 1 178 jeunes ont été formés pour avoir des qualifications complémentaires ; 800 jeunes ont bénéficié de permis de conduire ;

Par ailleurs, 30 mille 750 opportunités de stage pour les jeunes ont été identifiées ; 9 mille 413 sont déjà placés.

Enfin, en matière de Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) 44 mille 909 opportunités d'insertion ont été identifiées par l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) ; 6 550 jeunes ont été insérés dans les THIMO.

En matière d'Automatisation des jeunes et des femmes, 312 mille 035 personnes ont été sensibilisées à la santé sexuelle et la reproduction ; Pour mémoire, 112 mille personnes avaient été touchées lors de notre dernier bilan ; 2 000 jeunes filles vulnérables dans 10 collèges (Korhogo et Bondoukou) ont bénéficié d'un appui alimentaire conformément aux prévisions, soit un taux de réalisation de 100% ; 18 mille 697 filles ont été enrôlées en milieu scolaire dans 563 groupes au titre de la sensibilisation aux bonnes notions en compétence de vie, droits humains, genre et santé sexuelle et la reproduction. Ces filles ont été réparties selon la catégorie d'âge ; 14 mille 256 des 22 mille 620 jeunes filles ciblées ont participé aux activités d'acquisition de compétences à la vie et la santé sexuelle en vue de leur autonomisation ; 1 067 espaces ont été ouverts en milieu communautaire, 869 filles ont été formées aux notions entrepreneuriales dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus et 289 plans d'affaire ont été élaborés et soumis au Comité de sélection pour approbation.

Mesdames, Messieurs,

Vous pouvez constater que le Programme Social du Gouvernement produit des résultats concrets, qui impactent directement le quotidien de nos populations. L'ensemble des activités prévues en 2019 connaît des avancées significatives et nos frères et sœurs ne peuvent que s'en réjouir. Conformément à la décision de Son Excellence Monsieur le Président de la République d'augmenter le volume d'activités pour toucher davantage de populations, le champ du PSGouv a été étendu à de nouveaux projets dans le cadre de l'élaboration du budget 2020. Il est désormais porté à 1 003,4 milliards contre les 727,5 milliards initialement prévus. L'ambition est grande ! Elle est intégralement orientée vers l'amélioration des conditions de vie des ivoiriens. Le Gouvernement, toujours à vos côtés, entend poursuivre les efforts pour le bénéfice de chaque ivoirienne et chaque ivoirien. Je vous remercie de votre attention et je reste disponible pour répondre à vos questions

Abidjan - 4 NOVEMBRE 2019 **SIDI TIÉMOKO TOURÉ**
MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT



A 11 MOIS DE LA PRÉSIDENTIELLE / Il y a des signes qui ne trompent pas. Le candidat récemment déclaré à la présidentielle de 2020, Guillaume Soro, est de plus en plus proche d'une grande désillusion.

Comment et pourquoi le vide se fait autour de Guillaume Soro

Alors qu'il se promène en Europe, l'injure à la bouche
Le camp Soro se vide

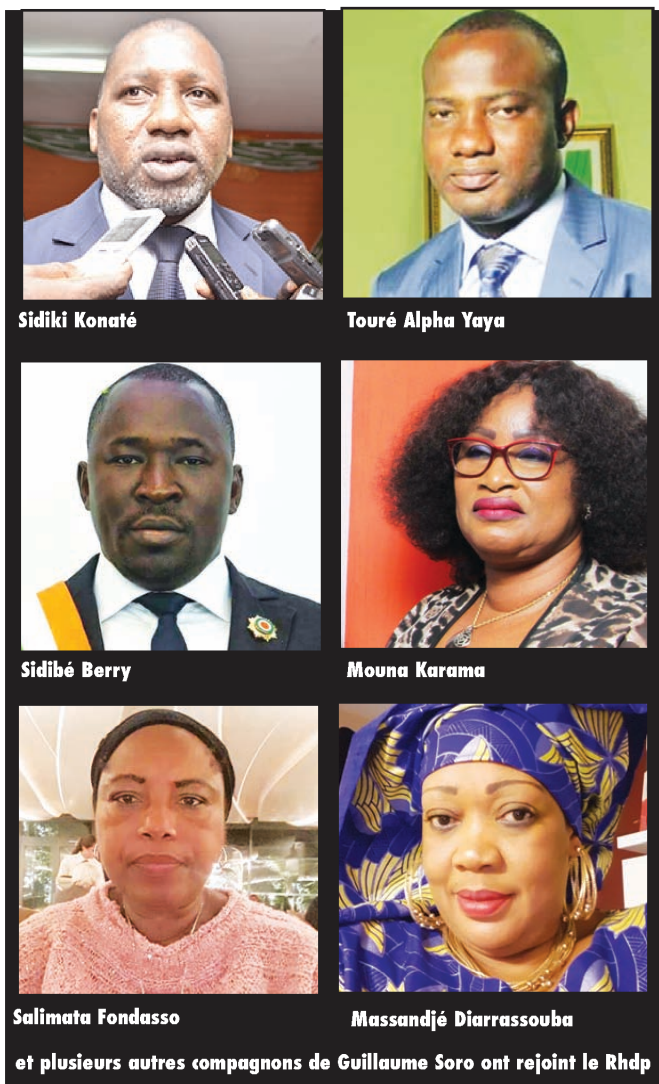
- Par milliers, ses partisans rejoignent le Rhdp chaque jour
- Les vraies raisons d'une saignée



Il y a des signes qui ne trompent pas. Le candidat récemment déclaré à la présidentielle de 2020, Guillaume Soro, est de plus en plus proche d'une grande désillusion. A 11 mois de cette importante échéance et pendant qu'il est en tournée en Europe pour essayer de rallier la diaspora ivoirienne à sa cause, le constat est clair : c'est l'effet contraire qui semble se produire autour de l'homme. C'est plutôt une vague de défections dans son camp que ses appels au ralliement ont tendance à provoquer. Très peu de personnes semblent céder au chant des sirènes du président du GPS (Génération et peuples solidaires). Et sous ses yeux hagards, le député de Ferké voit ses partisans quitter la petite barque «soroienne» pour l'impressionnant train du RHDP. A cette allure, beaucoup d'observateurs croient entrevoir des lendemains de solitude pour le jeune prétendant au fauteuil présidentiel. Car s'ils ne sont pas encore en cascade, les départs enregistrés dans les rangs de la galaxie de l'ex-Pan sont déjà, à tout le moins, récurrents et parfois très symptomatiques d'une véritable saignée politique annoncée. Il ne se passe, en effet, presque plus de jour sans que des dizaines voire des centaines d'inconditionnels de Bogota n'annoncent leur retour au RHDP. Après le départ de Sidiki Konaté, un proche des proches, anciennement porte-parole des Forces nouvelles, qui a sans doute plus vite que d'autres compris l'inanité du combat solitaire de son ex-patron, d'autres figures marquantes du soroïsme ont depuis longtemps pris leurs distances. C'est le cas de Touré Alpha Yaya, député-maire indépendant de Gbon et un des pions essentiels de Guillaume Soro dans la Bagoué. Permanemment sur le terrain, l'homme avait réussi à rallier à la cause de l'ex-président de l'hémicycle ivoirien, plusieurs populations de cette partie de la Côte d'Ivoire et principalement ceux de Gbon. Aujourd'hui, pour le développement de sa région, il a décidé de déposer ses valises au RHDP. Autre départ non moins significatif, c'est celui de Berry Sidibé, député de

Tienko, Kimbirila-Nord, Goulia, Mahandia-Sokourani, commune et sous-préfecture, cadre de Bodougou, qui a lui aussi mis fin à sa collaboration avec l'ex-Premier ministre. Beaucoup d'autres anonymes ont, depuis lors, suivi le même chemin de retour au bercail, parfois sans crier gare. La cadence des défections a cependant pris l'accélérateur ces dernières semaines et bien d'autres personnes de premier plan sur qui reposait le dispositif du député de Ferké, aussi bien en Europe qu'en Côte d'Ivoire, ont eux aussi claqué la porte pour rejoindre la famille houpouétiste. En Europe, Mmes Massandjé Diarrassouba, l'une des responsables du mouvement RACI France et Sali Fondosso, coordinatrice Benelux, avec pour siège à Bruxelles et ex-épouse du comédien "Camara H", assassiné par les escadrons de la mort en 2003, ont toutes deux quitté «le bateau de l'aventure sans lendemain» de Soro Guillaume. En Côte d'Ivoire, ce sont au moins 10 coordonnateurs régionaux qui ont fait défection au RACI. En effet, après la démission des coordinateurs RACI de Danané, Yopougon et Kong, c'est au tour de 10 autres coordonnateurs du mouvement de lâcher l'ancien président de l'Assemblée nationale. Ces derniers, conduits par Mouna Karama, ex-présidente du District d'Abidjan RACI femme, ex-députée régionale d'Abidjan et ex-secrétaire nationale chargée de la mobilisation de ce mouvement pro-Soro, ont annoncé, dimanche dernier, leur retour officiel au RHDP. Pourquoi donc tout ce vide autour de l'ex-président de l'assemblée nationale ? Les raisons sont au moins à deux niveaux.

Non au «parricide» Premièrement. Tous ceux qui ont suivi Guillaume Soro croyaient en un idéal. Celui d'accompagner en toute circonstance le chef de l'Etat dans la construction d'une Côte d'Ivoire moderne, rassemblée et réconciliée. Ils ne voyaient pas leur rapprochement d'avec le député de Ferké comme la manifestation d'une hostilité contre le président Alassane Ouattara, avant tout à leurs yeux, le ciment et fer de lance de leur longue et difficile lutte pour une Côte d'Ivoire égalitaire. C'est sans doute dans cette droite ligne que s'étaient inscrits les coordinateurs du RACI, qui viennent de sauter de l'embarcation soroïste. Epris de paix, ils n'avaient pas trouvé d'inconvénients à engager leur énergie, leurs moyens pour jouer leur partition dans la réconciliation des filles et fils de la Côte d'Ivoire. Mais, en cours de route, que ne fut leur désillusion de se rendre compte que leur ancien leader n'était pas en réalité dans cette disposition d'esprit. Ils n'ont pas tardé à comprendre



Un chrétien ne peut pas être assimilé à un djihadiste», accusait-il, gravement, samedi dernier. Ou encore : «c'est la terreur d'Etat. On vous menace de mort, d'exécution», parlant du pouvoir d'Abidjan. Oubliant que les opposants continuent de tenir des meetings en Côte d'Ivoire y compris, les quelques affidés qui lui sont toujours restés fidèles. En réalité, toutes les sorties de l'ex-chef rebelle confirment que Soro est un soldat perdu, égaré à l'image d'une fourmi qui a mordu la chaussure d'un nomade !

THIERY LATT

que Guillaume Soro les utilisait pour dérouler un calendrier caché : celui d'être candidat à la prochaine présidentielle. Envers et contre tous. C'est totalement désillusionnés qu'ils voient leur jeune leader s'attaquer, frontalement, parfois en dessous de la ceinture, à Alassane Ouattara. Ils supportent moins encore les impolites et autres accusations graves proférées quasi-quotidiennement à travers les réseaux sociaux par Soro à l'encontre du chef de l'Etat. Pour eux donc, c'est dans la logique d'un véritable parricide que l'ancien fesciste s'est inscrit contre celui qui reste avant tout leur «père». Pour ces derniers, transformer les mouvements satellites qui, au départ, étaient présentés comme des mouvements de soutien aux actions du président de la République, en partis politiques aujourd'hui, pour soutenir le député de Ferké et s'attaquer au président de la République, était la ligne rouge à ne pas franchir. Mieux, c'est de la pure trahison qu'ils n'ont pu supporter.

Non à une aventure sans issue Deuxièmement. Pour avoir côtoyé Guillaume Soro, ou ses collaborateurs les plus proches, Massandjé Diarrassouba, Sali Fondosso, Mouna Karama et autres ont compris, avec les dernières sorties de ce dernier, que la voie qu'il a choisie était sans issue. En faisant le tour des capitales européennes, plutôt que de proposer un programme aux Ivoiriens, ce sont des injures crues, des contre-vérités que Guillaume Soro sert à son auditoire. «Moi je suis chrétien, donc je ne peux être djihadiste, si on doit chercher les djihadistes, c'est entre eux là-bas, moi je sais dire seulement AlHamdoulilahi (...).

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL (CESEC)

Ouattara vire plusieurs proches de Bédié et Soro



Le chef de l'État a mis à la porte plusieurs pro-Bédié et partisans de Soro, ainsi que certains leaders politiques. (Ph DR)

Le nouvelle nomenclature du Conseil économique, social, environnemental et culturel (Cesec) est connue depuis le mercredi 30 octobre 2019, date de la signature, par Alassane Ouattara, chef de l'État, d'un décret portant nomination des membres de cette institution. Dans cette nouvelle Assemblée consultative représentant des «forces vives» du pays, Alassane Ouattara, aussi président du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (rhdp), a pris la serpillière pour faire le ménage, radiant les personnalités estampillées Pdc, notamment connues pour leur grande proximité avec Henri Konan Bédié, président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (Pdc-Rda). Il s'agit, entre autres, de Maurice Kakou Guikahué, Secrétaire exécutif du Pdc ; de Veï Bernard, vice-président du Pdc, de l'ex-ministre Ezan Akelé ; de Djénébou Zongo Diomandé, la directrice de la communication de Bédié ; de Amy N'Diaye et Aminata Diop, toutes deux Secrétaires exécutives du Pdc. La serpillière du chef de l'État n'a pas touché que les pro-Bédié. Bamba Moriféré, président du Rassemblement du peuple de Côte d'Ivoire (Rpci), Kouablan François du Parti ivoirien des travailleurs (Pit), l'ex-cadre de l'ancienne rébellion des Forces nouvelles (Fn), Mme Traoré Fatoumata épouse Diop ainsi que des proches de Guillaume Soro ont ainsi été mis à la porte. Puis, le curseur s'est également arrêté sur Adjé Dominique, anciennement cadre du Rassemblement des républicains (Rdr), aujourd'hui président de «Pour République et la démocratie» (Prd). En revanche, le président de la République a fait une recrue de taille, en la personne de Gomé Gnohité Hilaire, anciennement Conseiller spécial de Laurent Gbagbo.

L'homme s'était illustré, lors de la rébellion de 2002, par la production d'un téléfilm documentaire «Le cri du sans innocent», sur les atrocités commises par la rébellion à l'ouest. Des images insoutenables de corps sans vie gisant dans la broussaille, dans des caniveaux des villes ravagées et abandonnées. Des villages incendiés et pillés. Des populations en fuite. Des villages rasés. Les carnages collectifs dans des maisons. Des images de chefs de guerre et de l'aile politique dont Tuo Fozié, Chérif Ousmane, Doh Félix, Louis Dakoury-Tabley, Guillaume Soro étaient épinglées, v compris des «hommes politiques» du Rdr qui sont, selon lui, derrière «l'attaque terroriste du 19 septembre 2002». Dans ce lot des personnalités virées, le chef de l'État a néanmoins fait des «rescapés». Boa Amoikon Tiémélé, vice-président du Pdc, et Alliali Hervé Dominique, fils de l'ancien ministre et compagnon d'Houphouët-Boigny, Camille Alliali, ont été épargnés. A ces deux hautes figures du Pdc, il faut ajouter N'Dri Yocoli (Comité des sages), bras droit de Charles Koffi Diby, chargé des Affaires culturelles. Le fils de celui-ci, Jean Claude N'Dri, protocole adjoint du chef de l'État, Alassane Ouattara, avait été limogé de la présidence de la République dans le premier trimestre de 2019. Zahui Thomas, membre du Bureau politique (Bp) et Délégué départemental de Gagnoa, Mme Koné Colette qui a claqué la porte du Pdc et N'Zi Assamoua Désiré, ancien Directeur général (Dg) du Pdc, gardent la confiance du chef de l'État au Cesec. Il faut dire que le Cesec constitue auprès des pouvoirs publics, une Assemblée consultative qui assure la représentation des principales activités économiques et sociales. L'institution favorise la collaboration des différentes catégories professionnelles entre elles, et contribue notamment à l'élaboration de la politique économique et sociale du gouvernement. L'institution, que préside Charles Koffi Diby, donne son avis sur des projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que des propositions de lois. Le Cesec a été créé par le décret n° 61-3 du 2 janvier 1961. Le premier président de l'institution (de 1961 à 1962) fut Jean Delafosse, fils d'Ernest François Maurice Delafosse, un Français qui entama sa carrière, en 1894, dans l'administration coloniale. Au titre des attributions, suivant l'article 163 de la Constitution de la République, le Conseil économique et social devient le Conseil économique, social, environnemental et culturel (Cesec). Les projets de loi à caractère environnemental et culturel lui sont désormais soumis pour avis.

ARMAND B. DEPEYLA

ENVIRON UN MOIS APRÈS SON ARRIVÉE À LA MACA / Tout sur ses visites et ce qui se passe réellement à la Maca; Le procureur de la République livre des confidences

Des secrets sur le transfèrement de Mangoua Jacques à Abidjan



Les visites à Mangoua Jacques ont repris à la Maca. (Ph.DR)

Cela fera bientôt un mois que le président du Conseil régional de Gbêkê, Jacques Mangou, condamné à 5 ans d'emprisonnement ferme, pour "détention de munitions de guerre sans autorisation", par le Tribunal de première instance de Bouaké, est à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca); un transfèrement qui a fait grand bruit en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de donner des détails de ce transfèrement, et de livrer les informations sur ses visites. Selon plusieurs sources judiciaires, à Abidjan comme à Bouaké, le président du Conseil régional de Gbêkê recevait correctement les visites, après la délivrance des permis de visite qui s'obtenaient dans la capitale économique ivoirienne. Mais sans raison, informent nos sources, les chargés de cette question se sont rebiffés et ont mis un terme à l'émission desdits permis. Du coup, il fallait se rabattre, à nouveau, sur le Tribunal de Bouaké, pour s'en procurer. Ce qui, selon une source, avait créé quelques désagréments au détenu et à ses visiteurs. Mais maintenant, tout est rentré dans l'ordre, et le vice-président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (Pdci-Rda) peut recevoir des visiteurs. Seulement, ceux-ci doivent passer par le Tribunal de Bouaké, pour se faire délivrer le précieux document. Joint par téléphone, le procureur de la République près le Tribunal de première instance de Bouaké, Braman Koné, a expliqué comment le transfèrement de l'homme s'est effectué, évoquant aussi la question des visites. «Depuis avant-hier (mardi 29 octobre 2019, Ndlr), on délivre les permis à partir de Bouaké, pour aller le voir. C'est le juge d'application des peines, qui délivre les permis à Bouaké. Moi je l'ai transféré pour une cause humanitaire. J'ai dit à ses avocats, si vous estimez que vous avez des difficultés là-bas, vous me saisissez, à

nouveau, et moi, je le ramène à Bouaké. Moi je l'ai fait pour une cause humanitaire. Sa femme, ses enfants et son médecin traitant sont tous à Abidjan. Ce n'est pas lui-même qui a demandé à aller là-bas. Donc, j'ai dit à ses avocats, "si vous estimez que venir prendre le permis de visite ici à Bouaké, ça vous fatigue -toi l'avocat, tu n'en as pas besoin, puisque la loi t'a déjà accordé ça d'office, vous me saisissez par écrit et moi je le ramène ici et le débat est clos", a soutenu Braman Koné, ajoutant qu'il ne sait pas pourquoi Abidjan a arrêté de délivrer les permis. Selon certains proches de Mangoua Jacques, c'est le vice-président du Pdci-Rda, lui-même qui a souhaité être transféré à Abidjan. Réplique cinglante du procureur Braman Koné face à cette information. «Non, ce n'est pas vrai. C'est moi qui l'ai décidé et il n'était même pas informé lui-même, pour une question de sécurité. La preuve, le lendemain de son transfèrement, l'un de ses avocats m'a appelé pour me dire qu'il semble que son client a été enlevé hier nuit. Comme le transfèrement se fait de façon secrète, pour ne pas mettre la vie du monsieur en danger parce qu'on peut nous attaquer, il a quitté Bouaké à 1 h du matin et ils sont arrivés à Abidjan, à 6 h. Ce n'est pas lui-même qui l'a demandé, il n'y a aucun courrier officiel dans ce sens. Même si ses avocats ne sont pas d'accord avec moi, qu'ils le reconnaissent au moins. On a fait venir un commando d'Abidjan, lui-même il dormait et on est allé le réveiller. C'est comme ça, on fait les transfèrments administratifs. Parce que si on l'informe, les gens vont être informés et si on est attaqués, je vais expliquer comment?», a indiqué le procureur: Et de donner des détails sur la délivrance des permis de visite aux détenus. «Les permis de visite, pour celui qui n'est pas encore condamné, c'est le procureur qui délivre. Celui qui est déjà condamné, c'est le juge des applications des peines, qui délivre. C'est comme ça», a-t-il expliqué. Une source pénitentiaire à la Maca, jointe également par téléphone, a soutenu que Mangoua Jacques reçoit, à nouveau, les visiteurs. Dossier «Propriétaire de la Côte d'Ivoire» Selon cette source, l'homme se porte bien. «Vous savez, les hautes personnalités de son rang ne posent aucune difficulté. Il reçoit ses visiteurs et tout se passe bien», a indiqué notre source. Par ailleurs, lors du jugement de Mangoua Jacques, le 3 octobre 2019, au Tribunal de première instance de Bouaké, les populations de Kondoukro (localité située à 5 km de Djébonoua) avaient manifesté bruyamment, allant jusqu'à paralyser la voie internationale qui relie la Côte d'Ivoire au Mali, au Burkina et au Niger. Cette manifestation de

Environ un mois après son transfèrement à la Maca

Rebondissement dans l'affaire Mangoua Jacques

● Des secrets livrés



mécontentement avait même occasionné la mort d'un jeune du village, Romaric Kouassi N'Guessan âgé de 32 ans. Dans la même veine, une vidéo enregistrée et balancée sur les réseaux sociaux par un manifestant de ladite localité, qui était en sang, et qui proférait des propos hostiles à l'endroit du chef de l'État, Alassane Ouattara, avait surpris plus d'un. Il s'agissait du nommé Yao Kouadio Benoit. Dans cette vidéo, qui date du jour du procès du président du Conseil régional de Gbêkê, on voit clairement l'homme assis à même le sol, tenir des propos jugés "à relent raciste ou tribaliste". De sources introduites dans le milieu judiciaire à Bouaké, après son arrestation, le dossier de Yao Kouadio Benoit portait comme titre : «Propriétaire de la Côte d'Ivoire». Effectivement, dans la vidéo, l'homme indique clairement que la Côte d'Ivoire appartient à sa communauté. Joint par téléphone, le procureur Braman Koné a confirmé l'arrestation et le jugement de l'homme. «Il a été arrêté et déféré au parquet, le 23 octobre 2019, pour répondre des faits de diffusion d'informations mensongères à relent raciste ou tribaliste. Faits prévus et punis par les articles 231, 232 et 233 du code pénal. Il a été ensuite traduit devant le Tribunal correctionnel suivant la procédure de flagrant délit du 31 octobre 2019. Il était assisté d'un avocat. Il a été condamné à 12 mois d'emprisonnement ferme et 500 mille F Cfa d'amende. Des gens m'ont même balancé sa vidéo, depuis les États-Unis. Les gens ont partagé, vous savez, les réseaux sociaux, c'est mondial. On ne va pas nous ramener en arrière avec de tels propos », a fait savoir le procureur de la République. Joint par téléphone, nombreux sont les parents de Yao Kouadio Benoit qui ruminent leur colère et estiment que leur frère ne méritait pas la prison pour avoir exprimé son opinion. «Nous ne sommes pas d'accord avec ce jugement. Qu'a-t-il fait pour mériter 1 an d'emprisonnement? Il a été arrêté injustement et emprisonné. Nous réclamons sa libération», a peste le jeune N.G. E. Tout comme lui, le sexagénaire K.A., qui n'a pas également souhaité être cité dans la presse, soutient que «cette sanction est trop lourde pour notre fils qui n'a pas tué quelqu'un».

LADJI ABOU SANOGO